



# MESSAGER

DE TAHITI.

On s'abonne à l'imprimerie  
par abonnement.

PRIS : 12 fr. PAR AN.

payables par trimestre et  
d'avance.ANNONCES : 1 franc la ligne  
caractère 9 points (petit-rom.)

AU COMPTANT.

S'adresser à l'imprimerie du  
Gouvernement.

## PARTIE OFFICIELLE.

Convocation de l'Assemblée législative des Iles de la Société :

Sa Majesté Pomaré, reine des Iles de la Société, et M. le  
Gouverneur, Commissaire Impérial,

Vu la convention du protectorat du 5 août 1847.

Vu la loi XXXIII du Code tahitien, portant règlement sur l'ex-  
écution des députés à l'Assemblée législative,

Où arrêtés et arrêtés :

L'Assemblée législative des Iles de la Société et des Pomotus  
est convoquée à Papetée pour le 20 août 1854.

Papetée, le 10 juillet 1854.

La reine des Iles  
de la Société,  
POMARÉ.

Le Gouverneur,  
Commissaire Impérial,  
PAGE.

### ORDRE.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi XXXI  
du Code Tahitien,

La haute cour indigène s'assemblera au lieu ordinaire de ses  
séances, le 20 août prochain, pour y tenir la deuxième session  
judiciaire de l'année 1854.

Papetée, le 10 juillet 1854.

Le Gouverneur, Commissaire Impérial,  
PAGE.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

(Extrait du *Vœu no Tahiti*.)

Le vieux chef de Papara, Tati, vient de mourir à l'âge de  
près de quatre-vingts ans, emporté par l'épidémie qui a déjà  
fait tant de ravages dans nos Iles.

La mort de Tati est une date funeste dans l'histoire du pays.  
En lui s'éteint l'un des derniers et le plus illustre représentant  
des âges héroïques. Il avait vu Cook; il avait assisté aux évé-  
nements remarquables des temps barbares; il se souvenait des  
sacrifices humains, des guerres incessantes qui ont ensanglanté  
les rivages de Tahiti. L'ami de Pomaré II dont il avait favorisé  
l'élévation, qu'il avait soutenu de tout son pouvoir, car il sen-  
tait qu'un pouvoir unique et dominant pouvait seul assurer  
quelque repos dans l'île, à la mort de ce grand chef, quand il  
vit les luttes intestines se réveiller, il fut le premier promoteur  
du protectorat étranger et suprême qui garantit le pays de ses  
propres fureurs. Il se montra toujours le plus ferme et le plus  
zélé soutien du protectorat de la France; c'était sa foi politique  
dont il ne varia jamais, et il est mort satisfait d'avoir puissam-  
ment contribué à fonder ainsi le bonheur de sa patrie. Et  
quand le Gouverneur vint assister à ses derniers moments, son  
âme sembla se réveiller pour exprimer la joie qu'il ressentait  
d'exhaler son dernier souffle dans les bras du représentant de  
ce système qui avait été le vœu de toute sa vie.

Tati était d'une taille et d'une force musculaire remarqua-  
bles. Son âme eût à faire de grands efforts pour s'arracher de sa  
vigoureuse enveloppe mortelle. L'agonie fut longue. Il fut  
brave au combat, éloquent dans les assemblées, plein de prin-  
cipe et d'habileté au conseil; homme de bien toujours. Quelle  
perte pour Tahiti! L'île voit disparaître aujourd'hui l'une  
des plus grandes figures de son histoire. Il mourut emportant  
les regrets de tous les habitants. Mais personne ne sent plus  
vivement cette perte que le Gouverneur.

## Archipel des Pomotous.

ILE d'ANA.

(SUITE.)

Autrefois le lagon intérieur était parsemé d'huîtres perlières;  
on y pêchait la nacre et l'on a pu dire d'Ana comme de pres-  
que toutes les Pomotous, qu'elle reposait sur un banc de per-  
les. Les premiers traitants exploitèrent sans pitié l'ignorance des  
indigènes; plus d'une génération s'est épuisée dans le pénible  
exercice du métier de plongeur; la nacre a disparu, à peine  
peut-on trouver aujourd'hui quelques huîtres dans les plus pro-  
fondes cavernes, et cette source de fortune a été tarie sans lais-  
ser dans la population la moindre trace de bien-être. La vraie  
richesse du pays est dans ses coquiers; même impaisable que  
le travail de l'homme peut d'année en année rendre plus féconde.  
L'intervention du Gouvernement sera bienfaisante pour l'ac-  
croissement et l'exploitation de cette richesse native.

L'administration des Pomotous telle qu'elle a été fondée en  
octobre dernier, conformément aux lois du Protectorat, est la  
même que celle qui réussit si bien à Tahiti. Chaque district a  
son chef, son juge, ses mutais pour le maintien de la police,  
son missionnaire et son instituteur. Le chef suppléant a d'au-  
tres fonctions que de remplacer le chef absent; les habitants  
nomades de la population ont fait une nécessité de cette institu-  
tion. La haute cour des Tookitus répond à la Cour suprême de  
Tahiti; et le régent Païoro reçoit du Bureau indigène les ordres  
qu'il transmet aux chefs et dont il assure l'exécution. Les indi-  
gènes ont adopté avec ferveur cette organisation qui les met à l'é-  
gard du Gouvernement Protecteur sur le pied d'égalité avec les  
Tahitiens.

C'est dans la fréquentation des écoles que les habitants d'Ana  
ont manifesté d'une manière toute spéciale leur désir d'entrer  
dans le grand mouvement qui entraîne aujourd'hui nos Iles de la  
Société. Traités jusqu'ici par les Tahitiens comme des Bédouins  
pour l'Intelligence, ils semblent vouloir protester contre cette  
prévention d'infériorité et prouver que, s'ils sont plus vigoureu-  
sement trempés que leurs voisins pour tout ce qui tient au tra-  
vail manuel, ils sont aussi aptes qu'eux aux occupations de l'es-  
prit; la jeunesse à l'île d'Ana se montre avide d'instruction; on  
compte dans les écoles près de 300 élèves. Les fonctions d'in-  
stituteur sont parfaitement séparées et distinctes des fonctions de  
missionnaire. Il y a une école principale par district, avec éco-  
les secondaires dans les districts trop étendus. L'instruction  
publique est presque complètement aux mains des missionnaires  
catholiques. Et, il faut le dire, l'un d'entre eux, le P. Loubat,  
s'acquitte de ses fonctions d'une manière admirable. Cet estimable  
ecclésiastique dirige l'école de Putehara qui compte près  
de cinquante enfants. Il leur enseigne principalement le Fran-  
çais, la géographie et l'arithmétique, science pour laquelle les  
Pomotous semblent avoir des dispositions remarquables. La  
méthode employée est à peu près celle qu'on connaît sous le  
nom de méthode Robertson et le succès en est frappant. Les  
jeunes Pomotous prononcent facilement le Français, et il est  
curieux de les entendre réciter sans la moindre hésitation des  
pages entières de mots alternativement français et indigènes;  
des leçons entières de géographie démontre soit sur la carte,  
soit sur un globe, en Français sans le moindre mélange de la  
langue native. Jusque là on pourrait croire qu'il n'y a qu'un ef-  
fort de mémoire et que leur esprit n'en reçoit qu'une trace fugi-  
tive. Mais où l'on reste étonné c'est dans les opérations d'arith-  
métique. Donnez-leur en français à faire la multiplication la plus  
compiquée, des millions, des billions à multiplier les uns par les  
autres; ils ne brouillent pas un instant, ils déroulent leurs co-  
lonnes sur le tableau, développent en français l'opération dans  
les plus petits détails et arrivent au résultat avec une force  
d'attention et une sécurité de combinaisons qui tient du prodige.

Le *P. Taubert*, par son dévouement, par sa persévérance, doit connaître tout le monde que le but poursuivi par le Gouvernement d'introduire dans nos lies la langue française sera bientôt atteint. Qui ! bientôt on parlera français à Tahiti, et ce sera l'œuvre de la génération qui s'élève. Il faudra bien que les jeunes Tahitiens s'efforcent de s'exprimer dans ce langage, sous peine d'être éreintés dominés par les jeunes paumotu qui ont déjà fait des progrès surprenants. Avant 2 ans d'ici, l'île d'Ananera à Tahiti de jeunes maîtres ou sous-maîtres qui formeront le larynx un peu réfractaire des Tahitiens aux infonnations et aux inflexions du langage de la France. L'orgueil de la jeunesse tahitienne se révoltera sans doute, à l'idée que le Gouvernement lui oblige d'aller chercher ses fonctionnaires indigènes aux lies Paumotu. Mais l'est-ce qu'il s'agit d'être ? car Tahiti n'a rien qui approche même de fort loin de l'écrit de *Pitahiti*, ni de celle de l'émancipation, tenue par le R. P. Jean-Baptiste Hebert, ni même de celle de *Tahiti*, quoiqu'un peu délaissée aujourd'hui. Et tout cela est l'œuvre des dix derniers mois ! Ah ! si nos missionnaires avaient pu des leur début dans ces confères entrer dans cette voie et la suivre avec persévérance, ils eussent semé la parole de Dieu dans les entrailles même de la population et fondé leur saint ministère sur la reconnaissance. La Foi suit de près l'éducation, Jésus-Christ lui-même l'a consacré dans ces mémorables paroles : « Allez et instruisez les peuples et baptisez-les. »

(La suite au prochain numéro.)

L'Empereur a reçu la lettre suivante du S. A. I. le prince Napoléon :

« Sir,  
« Au moment où la guerre va éclater, je viens prier Votre Majesté de me permettre de faire partie de l'expédition qui se prépare.

« Je ne demande ni commandement important ni titre qui me distingue : le poste qui me semblera le plus honorable sera celui qui me rapprochera le plus de l'ennemi. L'uniforme, que je suis si fier de porter, m'impose des devoirs que je serai heureux de remplir et je veux gagner le haut grade que votre affection et ma position m'ont donné.

« Quand la nation prend les armes, Votre Majesté trouvera, j'espère, que ma place est au milieu des soldats, et je la prie de me permettre d'aller me ranger parmi eux pour soutenir le droit et l'honneur de la France.

« Recevez, Sir, l'expression de tous les sentiments de respectueux attachement de votre tout dévoué cousin.

« NAPOLÉON.

« Palais-Royal, ce 23 février 1854. »

Circulaire du ministre des affaires étrangères à tous les agents diplomatiques et consulaires de France.

Paris, le 23 février 1854.

Monsieur, forcé d'admettre la possibilité d'hostilités entre eux et la Russie, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et celui de Sa Majesté Britannique ont pensé que l'alliance qu'ils ont contractée en vue d'un danger commun devait couvrir tous ceux de leurs intérêts que les conséquences de la guerre pourraient atteindre ou menacer. Quelle que soit l'étendue des ressources dont ils disposent, notamment sur mer, ils ont à leur compte de l'imprévu. Il peut, si la guerre éclate, se produire, dans les parages où les forces navales de chacun d'eux ne seraient pas constamment présentes, des conjonctures où leurs nationaux et leur pavillon de commerce n'auraient pas, au moment nécessaire, tout l'appui nécessaire, tout l'appui indispensable à leur sécurité. Les deux Gouvernements n'avaient qu'à s'inspirer de la pensée qui préside à leurs rapports actuels pour trouver un moyen de pourvoir à ces éventualités, et ils l'ont vu dans l'adoption concertée d'un système de protection réciproque embrassant ces intérêts disséminés sous toutes les latitudes. Les agents diplomatiques et commerciaux, ainsi que les commandants des forces navales de chaque des deux pays sur tous les points du globe, devront donc accorder leur appui aux sujets et au commerce de l'autre dans toutes les hypothèses où ils seraient menacés par l'ennemi commun. En conséquence, Monsieur, vous considérerez, en pareil cas, les bâtiments et les sujets anglais dans votre ressort comme avant le même droit que les bâtiments et les sujets français à toute l'assistance que comportent, vos attributions et vous donnerez avis de cette prescription aux officiers de marine de Sa Majesté Impériale qui seraient en position de concourir aux mesures que les circonstances imposeraient à l'état de guerre vous paraîtraient commander. Les agents et officiers de mer de Sa Majesté Britannique recevront des instructions identiques, et ainsi, les sujets et le commerce des deux nations seront autorisés à compter sur la protection réciproque des consuls et de la marine des deux puissances.

Vous comprendrez, Monsieur, que je ne cherche point à devancer l'avenir sous les cas qui pourront réclamer votre intervention. C'est à votre sagacité de vous diriger par l'application du principe destiné à vous servir de règle de conduite. Les deux Gouvernements ont tenu beaucoup moins à préciser

les circonstances et les formes dans lesquelles cette protection devra s'exercer, qu'à bien marquer le caractère qu'elle doit prendre. Mais, en donnant au monde ce nouveau témoignage de l'union de leurs vœux et de la sincérité de leur alliance, ils se sont persuadés que, pour assurer à cette mesure, comme à toute l'efficacité désirable, leurs agents n'ont besoin que de se bien pénétrer de l'esprit de solidarité qui en a inspiré la pensée aux deux cabinets.

Recevez, etc.

Signé, DROUYN DE LUCS.

Le Journal de Saint-Petersbourg du 24 février publie la réponse adressée par l'empereur de Russie à l'Empereur des Français.

Nous reproduisons ce document, ainsi que le manifeste inséré dans l'*Abeille* du Nord du 23.

Réponse de S. M. l'Empereur.

« Saint-Petersbourg, le 28 janvier (9 février) 1854.

« Sire,

« Je ne saurais mieux répondre à Votre Majesté qu'en répondant, puisqu'elles m'appartiennent, les paroles par lesquelles sa lettre se termine : « Nos relations ont été sincèrement amicales et reposer sur les mêmes intentions : maintien de l'ordre, amour de la paix, respect aux traités et bienveillance réciproque. » En acceptant, sire, ce programme tel que je l'avais moi-même tracé, elle affirme y être restée fidèle. J'ai pu croire, et ma conscience me le dit, que je ne m'en suis point écarté. Car, dans l'affaire qui nous divise et dont l'origine ne vient pas de moi, j'ai toujours cherché à maintenir des relations bienveillantes avec la France, j'ai évité avec le plus grand soin de me rencontrer sur ce terrain avec les intérêts de la religion que Votre Majesté professe ; j'ai fait au maintien de la paix toutes les concessions de forme et de fond que mon honneur me rendait possibles ; et, en réclamant pour mes co-citoyens en Turquie la confirmation des droits et privilèges qui leur ont été acquis depuis longtemps, au prix du sang russe, je n'ai demandé autre chose que ce que nous ont fait les traités. Si la Porte avait été laissée à elle-même, le différend qui tient en suspens l'Europe n'aurait été depuis long-temps apaisé. Une influence fatale est seule venue se jeter à la travers. En provoquant des soupçons gratuits, en exaltant le fanatisme des Turcs, en égarant leur gouvernement sur ses intentions et la vraie portée de mes demandes, elle a fait prendre à la question des proportions si exagérées, que la guerre en a dû sortir.

« Votre Majesté me permettra de ne point m'étendre trop en détail sur les circonstances exposées à son point de vue particulier dans sa lettre présentée l'insouciance. Plusieurs actes de ma part, peu exactement appréciés, suivent moi, et plus d'un fait intervenu, nécessairement pour être établis, les ont moins que les contraires, de longs développements qui ne sont guère propres à entraîner dans une correspondance de souverain à souverain. C'est ainsi que Votre Majesté attribue à l'occupation des Principautés le tort d'avoir subitement transporté la question du domaine de la discussion dans celui des faits. Mais elle perd de vue que cette occupation, purement éventuelle, encore, a été devancée, et en grande partie amenée, par un fait antérieur fort grave, celui de l'apparition des flottes combinées dans le voisinage des Dardanelles, outre que, déjà bien auparavant, quand l'Angleterre hésitait encore à prendre contre la Russie une attitude comminatoire, Votre Majesté avait la première envoyé sa flotte jusqu'à Salamine. Cette démonstration blessante annulait, certes, peu de confiance en moi. Elle devait encourager les Turcs et paralyser d'avance le succès des négociations, en leur montrant la France et l'Angleterre prêts à soutenir leur cause à tout événement. C'est encore ainsi que Votre Majesté attribue tant commentaires explicatifs de mon cabinet sur la Note de Vienne, l'impossibilité ou la France et l'Angleterre sont trouvées d'en recommander l'adoption à la Porte. Mais Votre Majesté peut se rappeler que nos commentaires ont suivi, et non précédé, la non acceptation pure et simple de la Note, et je crois que les puissances, pour peu qu'elles voulaient sérieusement la paix, étaient tenues à réclamer d'emblée cette adoption pure et simple, au lieu de permettre à la Porte de me dire ce que nous avions adopté sans changement. D'ailleurs, si quelque point de nos commentaires avait pu soulever une matière si difficile, j'en ai offert à Olmutz une solution satisfaisante, et à paru telle à l'Autriche et à la Prusse. Malheureusement dans l'intervalle une partie de la flotte anglo-française était déjà entrée dans les Dardanelles, nous prétextes d'y protéger la vie et les propriétés des nationaux anglais et français, et, pour l'y faire entrer tout entière, sans violer le traité de 1821, la Russie que la guerre nous fut déclarée par le gouvernement ottoman. Mon opinion est que, si la France et l'Angleterre avaient voulu la paix comme moi, elles auraient dû empêcher à tout prix cette déclaration de guerre, ou, la guerre une fois déclarée, faire au moins en sorte qu'elle restât dans les limites étroites que je désirais lui tracer sur le Danube, afin que je ne sois pas entraîné de force au système purement défensif que je voulais suivre. Mais du moment qu'on a permis aux Turcs d'attaquer notre territoire asiatique, d'enlever un de nos postes-frontières (même avant le terme fixé pour l'ouverture des hostilités), de bloquer Akhaltsyk et de ravager la province d'Arménie, du moment qu'on a laissé la flotte turque libre de porter des troupes, des armes et des munitions de guerre sur nos côtes, pouvait-on raisonnablement espérer que nous attendrions patiemment le résultat d'une pareille tentative ? Ne devrions-nous pas craindre que nous ne venions tout pour la prévenir ? L'affaire de Sinope s'en est suivie : elle a été la conséquence de l'attitude adoptée par les deux puissances, et l'événement ne pouvait, certes, leur paraître inattendu. J'avais déclaré vouloir rester sur la défensive, mais avant l'explosion de la guerre, tout que mon honneur

Les intérêts me le permettraient, tant qu'elle reste, au fond, dans les mêmes bornes. A-t-on fait ce qu'il fallait faire pour que ces bornes ne fussent pas dépassées? Si le rôle de spectateur, ou celui de médiateur même, ne suffisait pas à Votre Majesté, et si elle voulait se faire l'auxiliaire armé de nos ennemis, alors, cherons à avancer en me déclarant la guerre. Chacun alors eût joué son rôle. Mais nous faire une crise après coup de ce qu'on n'a rien fait pour empêcher, est-ce un procédé équitable? Si les causes de canon de Sinape ont retenti doucement dans le cœur de nos amis en France et en Angleterre, est-ce le sentiment de la dignité nationale. Votre Majesté pense-t-elle que la présence monacale à l'entrée du Bosphore des trois mille bouches à feu dont elle parle, et le bruit de leur entrée dans la mer Noire, soient des faits restés sans récha dans le cœur de la nation dont il a fallu défendre l'honneur? L'apprendra-t-elle pour la première fois (car les déclarations verbales qu'on m'a fait ici ne m'en avaient encore rien dit) que, tout en protégeant le ravaillement des troupes turques sur leur propre territoire, les deux puissances ont résolu de nous interdire la navigation de la mer Noire, c'est-à-dire d'appareiller à Votre Majesté si c'est là, comme elle le dit, faciliter la conclusion de la paix, et si, dans l'alternative qu'on me pose, il n'est permis de discuter, d'examiner même un moment ses propositions d'armistice, d'évacuation immédiate des Principautés, et de négociation avec la Porte d'une convention qui serait soumise à une conférence des quatre cours. Vous même, Sire, si vous étiez à ma place, accepteriez-vous une pareille position? Votre sentiment national pourrait-il vous le permettre? Je répondrais hardiment que non. Accordez-moi donc, à mon tour, le droit de penser comme vous-même. Quoique Votre Majesté décide, ce n'est pas devant la menace que l'on me viendrait reculer. Ma confiance est en Dieu et dans mon droit, et la Russie, j'en suis garant, saura se montrer en 1853 ce qu'elle fut en 1812.

Si j'interdisais Votre Majesté, moins indifférente à mon honneur, en reculant franchement à notre programme, si elle me tend une main cordiale comme je le lui offre en ce dernier moment, j'oublierai les douleurs que je l'ai passées pendant ces derniers mois, pour moi, Sire, mais alors seulement, nous pourrions discuter, et peut-être nous entendre. Que sa flotte se borne à empêcher les Turcs de porter de nouvelles forces sur le théâtre de la guerre. Je promets volontiers qu'il n'y aura rien de la crainte de mes tentatives. Qu'ils ne envoient un négociateur. Je l'accueillerai comme il convient. Mes conditions sont connues à Vienne. C'est la seule base sur laquelle il me soit permis de discuter.

Je prie Votre Majesté de croire à la sincérité des sentiments avec lesquels je suis,

Sire,

de Votre Majesté

Le bon ami,  
NICOLAS.

Par la grâce de Dieu,  
Nous, Nicolas I<sup>er</sup>,  
Empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, etc., etc., etc.

Faisons connaître à tous :

Nous avons déjà fait connaître à nos chers et fidèles sujets la cause de notre mésintelligence avec la Porte Ottomane.

Depuis lors, malgré l'ouverture des hostilités, nous n'avons pas cessé de former, comme nous le faisons encore aujourd'hui, le désir sincère d'arrêter l'effusion du sang.

Nous avions même nourri l'espérance que la réflexion et le temps conviendraient le gouvernement turc de son erreur suggérée par de perfides insinuations dans lesquelles nous prétendions un complot sur son indépendance, cachant des arrière-pensées de domination. Mais vainement et jusqu'à présent notre attente. Les Gouvernements anglais et français ont pris parti pour la Turquie, et la présence de leurs flottes, réunies à Constantinople, a principalement servi à l'encourager dans son obstination.

Telles les deux puissances occidentales, sans déclaration de guerre préalable, ont fait entrer leurs flottes dans la mer Noire, en proclamant la résolution de défendre les Turcs et d'entraver la libre navigation de nos vaisseaux de guerre dans la défense de notre littoral.

Après un mois d'un aussi inouï dans les rapports des puissances civilisées, nous avons rappelé nos légations d'Angleterre et de France et interrompu toutes relations politiques avec ces puissances.

Et ainsi, contre la Russie, combattant pour l'orthodoxie, se plaçant à côté des ennemis de la chrétienté d'Angleterre et la France.

Mais la Russie ne manquera pas à sa sainte vocation; et si sa frontière est envahie par l'ennemi, nous sommes prêts à lui faire tête avec l'énergie dont nos ancêtres nous ont légué l'exemple. Ne sommes-nous pas aujourd'hui encore ce même peuple triomphant de la trahison et de la perfidie par les fers et le sang de l'année 1812? Que le Très-Haut nous aide à le prouver à l'œuvre. Dans cet espoir, combattant pour nos frères opprimés qui confessaient la loi du Christ, la Russie n'aura qu'un regret et un seul regret d'arrière :

« Dieu! Notre Sauveur qui nous a voulu à craindre! Que le Christ ressuscite nos ennemis se dispersent! »

Donné à Saint-Petersbourg, le 921 jour de février de l'an 1 de la naissance du Christ 1854, de notre règne, le 29<sup>e</sup>.

L'original est signé de la main de S. M. l'Impératrice (L. S.)

Signé : NICOLAS.

Imprimé à Saint-Petersbourg, au général, le 921 février 1854.

## NOUVELLES DIVERSES.

La Gazette de Saint-Petersbourg annonce que les circonstances actuelles, le état à juger nécessaire de mettre en état de siège les gouvernements de Saint-Petersbourg, de Livonie, d'Arkhangel, des royaumes de Pologne, de Finlande, de Kowno, de Wilna, Grodno, Wolynie et de Podolie.

— La première division de la flotte de la Baltique est partie pour sa destination au milieu des applaudissements de milliers de spectateurs, en présence de la reine et de la famille royale, et accompagnée des vœux de toute la nation. De toutes les forces navales réunies pendant ces dernières semaines il ne reste que trois navires, qui vont former le noyau de la seconde division sous les ordres de l'amiral Corbet, et suivre dans la Baltique l'amiral Napier. La flotte se composera de 24 navires, comptant 20 000 hommes d'équipage et 2 300 canons, mais par une force de 15 000 chevaux-vapeur. Sur les navires dont se compose cette flotte, six seulement sont privés de leur nouvelle force destinée à faire, dans les opérations militaires, la même révolution que dans la navigation commerciale.

Sir Charles Napier a donné en partant un signal qui n'a pas d'égal parmi les équipages de la flotte. « Que tous les vaisseaux aillent dans la Baltique, prennent une double ration de chloroforme. » La reine qui assistait au départ de la flotte à bord du Fairy a demandé les amiraux et les capitaines. Ils ont été présents un après l'autre à la reine qui, après avoir dit à chacun un mot bienveillant et avoir serré la main à sir Charles Napier, lui a souhaité un bon voyage, et a été emmené jusqu'aux larmes.

— L'ordre a été momentanément interrompu par la pluie; mais force est restée à la loi. Le 20 février, à midi, le régiment de Cordoue s'est levé, ayant en tête son colonel, le brigadier Hore. Les révoltes ont occupé le fort de la Aljafiza, se sont emparés de plusieurs postes militaires et ont arrêté des groupes d'habitants; le reste de la garnison et le capitaine général ont détruit les séditions, le chef du soulèvement, le brigadier Hore, est resté seul sur le terrain.

— Un des plus gros diamants que l'on connaisse a été déposé à la banque d'Angleterre par une maison de Londres à laquelle on a payé 250 000 livres sterling. On dit qu'il est le plus bel et sans la moindre faille.

— Nous avons annoncé déjà qu'une entreprise de communication directe entre Paris et Londres par bateaux à vapeur avait parfaitement réussi. Aujourd'hui nous apprenons qu'un des bâtiments destinés à desservir cette nouvelle ligne est arrivé à Paris, venant de Bordeaux avec un chargement de 400 tonnes. Construit pour marcher soit à la voile, soit à la vapeur, le *Lamarguère* porte trois mâts à bascule et une machine à hélice de la force de 150 chevaux. Ce qui frappe le plus c'est son aspect de puissance et de solidité : sa longueur de 66 mètres, et sa largeur de 10 mètres, donnent à son pont une surface considérable. Son tirant d'eau au plein chargement est de 11 mètres, et il a fallu seulement 13 jours pour venir de Bordeaux à Paris.

— On représente l'insurrection grecque comme organisée complètement. Il est question de former un état fédératif grec et d'enlever les îles Ioniennes aux Anglais, et de diriger l'attention de la Turquie et des puissances occidentales sur la frontière sud-ouest pour rendre plus facile la victoire des Russes sur les troupes d'Omer-Pacha, avant que les secours des puissances occidentales aient pu arriver.

— L'empereur de Russie a adressé, le 27 janvier, à l'Émir (général de cavalerie) Chauloff 1<sup>er</sup>, des Cosaques du Don, une lettre dans laquelle il remercie ce corps des félicitations qu'il lui a envoyées à l'occasion du nouveau an. La lettre était ainsi conçue : « Dans la guerre qui a éclaté pour la foi chrétienne, mes braves (Douze) Cosaques du Don ont donné de nouveaux témoignages de dévouement et de valeur, et j'ai la conviction que, dans cette année, ils seront, comme toujours, l'effroi des ennemis de la Russie et de la sainte croix. »

— Les journaux de Vienne annoncent que les forts turcs de Matchin, Iskatcha et d'Hirsowa ont été envahis par les Russes le 21 mars, après un siège de 3 jours avec des forces très supérieures. Ces opérations ont été conduites par les généraux Kozhebov et Aupré ayant avec eux l'avant-garde du corps du génie. Le projet des Russes était de joindre Bahadragh, Kowka et Kasimitchi, à l'endroit où l'espace entre le Danube et le Bosphore est le plus resserré, et de couper ainsi toute communication aux Turcs dans leur mouvement de retraite sous les murs de Trajan.

Vienne, 3 avril. — Dans la province de Dobruja toutes les places fortifiées, à l'exception de Tulia, sont tombées au pouvoir des Russes qui les ont prises. On accuse, les commandants de ces fortifications de les avoir livrés à l'ennemi. Sur toute la ligne du Danube, excepté à Kalafat, les Turcs ont été repoussés. Les avis d'Odessa annoncent qu'à la date du 33 mars il n'y avait pas à Sebastopol un seul navire de guerre; on soupçonne que les Russes méditent une attaque contre Varna et qu'ils ont Constantinople une grande exclamation du peuple. On disait à Odessa que nos troupes ne s'avanceraient pas à quitter le Bosphore avant l'arrivée des armées auxiliaires. Depuis la démission du shérif El-Islah le vieux parti turc intrigue en faveur des Russes.



#### COMITÉ AGRICOLE.

A VENDRE :

Ignames et Patates d'excellente qualité.  
S'adresser à la direction du port.

#### AVIS.

L'Administration de la marine, ayant besoin de viande fraîche, engage les fournisseurs et tous les propriétaires européens et indigènes à lui amener le bétail dont ils peuvent disposer.

#### BÂTIMENTS SUR RADE.

DE GUERRE.

23 juin. Aviso à vapeur le *Durce*, commandé par M. de Lavaissière, lieutenant de vaisseau.

Le 4 juillet. Corvette *Moselle*, commandée par le Chef de division Page.

42. Corvette *Sarcelle*, commandée par M. Ferré, lieutenant de vaisseau.

Golette française *Kamékanaha*, désarmée.

Golette française *Hydrographe*, désarmée.

Golette française *Papété*, désarmée.

Golette française *Nesuhica*, désarmée.

DE COMMERCE.

26 août. Golette française *Diana*, capitaine Vairatoa.

30 février. Trois mâts chiliens *Lysia*, capitaine Barbazan, en réparation.

10 avril. Brig anglais *Maid of Sulphur*, capitaine Beauvais, en chargement pour l'Australie.

6 mai. Brig hambourgeois *Primo*, capitaine Elderts.

4 juin. Golette française *Etoile du Matin*.

15. Trois mâts français *Bisson*, capitaine Laroche, en partance pour les mers de l'Inde.

48. Brig autrichien *Judson*, capitaine Banker, en chargement.

30. Golette française *Caroline*.

6 juin. Brig suédois *Pilgrim*, capitaine Ahrenberg, en déchargement.

44. Golette anglaise *Emerald*, capitaine Smith, en déchargement.

Mouvements du port de *Papete* du samedi 8 au samedi 15 juillet 1854.

#### ENTRÉS.

11 juillet. Golette anglaise *Emerald*, capitaine Smith, 410 tonneaux, 8 hommes d'équipage, venant d'Hapai en 18 jours, provisions.

45. Corvette la *Sarcelle*, commandée par M. Ferré, lieutenant de vaisseau, venant des Marquises.

#### SORTIS.

13 juillet. Brig Péruvien *Espléndido*, capitaine Hacker, pour Melbourne.

42. Golette française la *Tahiti* pour Aaura (Paumotu).

43. Golette le *Jack* pour les îles Pomotous.

#### ARSENAL DE FAREUTE.

Le trois mâts chilien *Lysia* continue ses réparations au quai.

Le 11, à une heure de l'après midi, le brig hambourgeois *Primo* a été mis à l'eau.

#### ANNONCES.

#### AVIS AU PUBLIC.

Le capitaine du brig hambourgeois *PRIMO* prévient les personnes qui ont des comptes avec ledit navire de vouloir bien les présenter chez MM. Ewald et C<sup>e</sup>, avant le 20 courant. Passé ce terme aucun compte ne sera reçu.

#### PUBLIC NOTICE.

The captain of the hamburg

brig *PRIMO* begs all persons who have accounts against said vessel to present them at Messers Ewald and C<sup>e</sup>, till the 20th. instant; after which day no account will be accepted.

#### AVIS AU PUBLIC.

Mardi prochain, 13 juillet, il sera vendu à l'encan, à 11 heures du matin, pour le compte de qui de droit, une partie du charbon de terre provenant du navire chilien la *LYSIA*, s'élevant à 457 tonneaux et plus, sur la cale de la manutention.

En vente chez M. GAILLARD (au Cercle).  
ALMANACH DU MARIN pour 1854.  
Prix 1 franc 50 centimes.

#### AVIS AU PUBLIC.

Nous venons de recevoir par le brick suédois le *Pilgrim* les marchandises suivantes :

Vin de Bordeaux en barriques et en caisses ; Eau-de-vie en barils et en caisses ; Vin blanc en 1/2 barriques et en caisses ; Champagne ; Liqueurs ; Muscat ; Sirops ; Huile d'olives ; Bière française en paniers ; Vinaigre ; Conserves ; Chemises blanches et de couleur ; Indiennes ; Mouchoirs ; Dril bleu ; Denims ; Calicot blanc ; Tabac ; sucre ; Bougie ; etc., etc., etc.

H. EWALD et C<sup>e</sup>.

#### PUBLIC NOTICE.

Just received per *Pilgrim* and for sale by the undersigned :  
Claret in casks and cases ; Brandy in casks and cases ; White wine, Sweet oil ; Beere ; Vinegar ; Tobacco ; Sugar ; Candles ; Candles ; Biscuits ; Gin ; Sherry ; Dry goods, etc., etc., etc.

H. EWALD et C<sup>e</sup>.

#### AVIS AU PUBLIC.

LEQUELLEC (débiteur), prévient MM. les Consommateurs qu'il a du bon vin de Bordeaux à 4 fr. la bouteille, 4 fr. le gallon (à export) ; Cognac à 1 fr. le quart. — Vin de Bordeaux (Margaux-Médoc), 1<sup>re</sup> qualité, à 2 fr. 50 c. la bouteille.

#### AVIS AU PUBLIC.

M. P. BONNEFIN a l'honneur d'informer les négociants et marchands de Tahiti qu'ils trouveront toujours dans ses magasins du savon de qualité supérieure, en boîtes de 58 grandes barres, au prix de CINQUANTE FRANCS LA BOÎTE.

#### PUBLIC NOTICE.

M<sup>r</sup>. P. BONNEFIN begs to inform the merchants and dealers of Tahiti that they will find always on hand at his stores superior soap on boxes of 58 large bars at 10 dollars per box.

LE GÉRANT : BRIOT.